

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 09/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CARMINATI Frères et Cie

308 Cami dis Escoulies
BP n°1
30330 ST PAUL LES FONTS

Références :
Code AIOT : 0006600520

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement CARMINATI Frères et Cie implanté au lieu-dit "Sarcin" 30330 CONNAUX. L'inspection a été annoncée le 02/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de cessation partielle de la carrière (parties périphériques de la zone d'exploitation), visite destinée à réaliser le récolement de ces parties de l'ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARMINATI Frères et Cie
- Sarcin 30330 CONNAUX
- Code AIOT : 0006600520
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 8 avril 2005, modifiée pour une durée de 20 ans par APC du 30 janvier 2019. Elle est autorisée également pour la rubrique 2515 pour une installation de traitement. La carrière exploite du calcaire à ciel ouvert destiné aux chantiers de BTP alentours.

La gestion de l'activité est assurée par la société Les Calcaires Régionaux pour le compte de la société CARMINATI Frères et Cie. A terme de l'échéance de l'autorisation d'exploitation, l'installation sera transformée en site d'accueil de tri et stockage de matériaux inertes afin d'assurer une réutilisation d'une partie des matériaux réceptionnés à l'issue des opérations de tri, criblage et séparation. L'activité de broyage, concassage, criblage sera maintenue et confortera les opérations réalisées dans le cadre de l'ISDI.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation partielle de l'activité carrière
- Suites données à la dernière visite d'inspection du 29 juin 2017

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suite inspection 2017	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 2.1.3	/	Sans objet
4	Visite	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 2.1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	cessation activité partielle	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 7.3	/	Sans objet
3	Suite inspection 2017	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 10.2.5.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a vérifié la remise en état en vue de la cessation partielle du périmètre de la carrière selon les éléments prévus dans le dossier. La situation de remise en état constatée est conforme à ces éléments. L'exploitant doit finaliser son dossier de cessation partielle d'activité en présentant un plan topographique actualisé de la situation des parties concernées par la cessation et de l'avis de la mairie, également propriétaire des terrains, sur la remise en état réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : cessation activité partielle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, cessation partielle d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Le site est restitué en fin d'exploitation de la carrière dans un état permettant sa réutilisation ultérieure à des fins de paysage naturel (cf. annexes 2 et 3 – à confirmer ou à modifier selon la valeur de la côte minimale d'extraction retenue par l'arrêté complémentaire prévu à l'article 1.4), les fronts résiduels seront remis en état suivant les dispositions de l'étude d'impact et le carreau résiduel ou les remblais au besoin (cf. article 9.2), seront recouverts de terre, la couche de terre sera ensuite végétalisée. D'une façon générale, le site est remise dans un état tel, que soit garantie la protection des intérêts visés à l'articles L.511-1 du code de l'environnement. En particulier, le sol est débarrassé des éléments polluants ou encombrants incompatibles avec la vocation ultérieure du site, et remise dans une forme facilitant cette utilisation ultérieure. La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation sauf dans le cas où l'autorisation d'exploiter a été renouvelée. La remise en état comporter au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la mise en sécurité des fronts de taille,-le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,- l'insertion satisfaisante de l'espace affectée par l'exploitation dans le paysage compte tenu de la vocation ultérieure du site.
Constats : L'exploitant complète le dossier de cessation partiel d'activité en présentant: <ul style="list-style-type: none">- le plan topo mis à jour de la situation des parties réaménagées,- l'accord du propriétaire et de la mairie, dans le cas présent il s'agit de la même entité, sur les parties réaménagées objet de la cessation partielle. La visite réalisée a permis de vérifier la situation des parties réaménagées conforme avec la situation du dossier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite inspection 2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Règles de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour le transport des produits susceptibles d'engendrer des émissions de poussières, le changement devra recevoir un arrosage avant sa sortie de la carrière, sauf si le véhicule est bache.
Constats : L'exploitant adresse en réponse à l'inspection le modèle du protocole passé avec les entreprises de transport justifiant de la mise en place d'une procédure de bache et/ou d'arrosage des produits de sortie. Il a été constaté au cours de la visite un camion n'ayant pas effectué l'opération de bache. Il est demandé à l'exploitant de rappeler la consigne et de mettre en place un système de surveillance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Suite inspection 2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 10.2.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Fuites accidentelles de liquide sur engin
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une procédure d'intervention devra être établie pour remédier à une fuite accidentelle de liquide sur un engin (avec utilisation de produits absorbants)
Constats : L'exploitant a présenté un kit de réserve d'absorption de produits en cas de fuite d'hydrocarbures. L'exploitant a indiqué qu'un kit a été installé dans la chargeuse en opération lors de la visite. Il est demandé de disposer d'un équipement de secours supplémentaire prêt à l'emploi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Visite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Voies et aires de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les voies de circulation, les piste et les voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptibles de gêner la circulation
Constats : Le site dispose à l'entrée d'un panneau indiquant les sens et voies de circulation de la carrière. Ce panneau est assez ancien et nécessiterait d'être mis à jour pour disposer d'un outil plus facilement lisible et adapté à la situation actuelle du sens de circulation de la carrière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites